



DIRECTION GENERALE
DIRECTION DES ACHATS

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE (MAPA)

Consultation n°2025-0375/EdA-DA

-

Mise à disposition d'un Learning Management System (LMS)

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Annexe : PAS – Plan d'Assurance Sécurité

Vu, l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, notamment l'article R2122-3 3°, et le CCAG/Techniques de l'information et de la Communication (CCAG/TIC).

SOMMAIRE

.....	1
Article 1. Généralités Objet, nature et durée du marché.....	4
1.1. Objet et mode de passation de l'accord-cadre	4
1.2. Nature et forme de l'accord-cadre	4
1.3. Durée et reconduction de l'accord-cadre	4
1.4. Allotissement	4
1.5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE), options et tranches	4
1.6. Variantes	4
1.7. Co-traitance	4
1.8. Prestations similaires	5
Article 2. Prix du marché.....	5
2.1. Contenu des prix	5
2.2. Révision des prix.....	5
2.3. Offres promotionnelles.....	6
Article 3. Pièces du marché	6
Article 4. Obligations des parties	7
4.1. Obligations du titulaire.....	7
4.2. Obligation du pouvoir adjudicateur.....	7
4.3. Obligations relatives au Plan d'Assurance Sécurité et à sa mise à jour	8
4.4. Assurance et responsabilité	8
4.5. Sous-traitance.....	8
Article 5. Clause de réexamen	9
Article 6. Modalités d'exécution	9
Article 7. Détails des prestations attendues	10
Article 8. Vérifications et admissions.....	10
8.1. Opérations de vérification	10
8.2. Admission des prestations.....	10
8.3. Ajournement.....	10
8.4. Réception avec réfaction	10
8.5. Rejet des prestations.....	11
Article 9. Facturation et autres modalités financières	11
9.1. Établissement de la facture.....	11
9.2. Délai de paiement.....	11
9.3. Modalités de paiement	11
9.4. Intérêts moratoires.....	12
9.5. Nantissement et cession de créance	12
9.6. Avances et acomptes	12
Article 10. Pénalités.....	12
10.1. Pénalités pour indisponibilité du système ou défaut de performance	12
10.2. Pénalités pour rejets des prestations	12

10.3. Pénalités pour retard de livraison	12
10.4. Pénalités pour non-respect des dispositions des pièces du marché	12
Article 11. Résiliation.....	13
11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	13
11.2. Résiliation d'un commun accord.....	13
11.3. Résiliation par le pouvoir adjudicateur	13
11.4. Difficulté d'exécution du marché.....	14
11.5. Exécution aux frais et risques du titulaire	14
Article 12. Litiges et différends	14
Article 13. Confidentialité	14
Article 14. Protection de la main d'œuvre, conditions de travail et développement durable	15
Article 15. Modifications.....	15
Article 16. Données personnelles	16
16.1. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable du traitement :.....	16
16.2. Droit d'information des personnes et exercice des droits	17
16.3. Audit.....	17
16.4. Notification des violations de données à caractère personnel	18
Article 17. Sécurité.....	18
Article 18. Non renonciation	19
Article 19. Protection de la main d'œuvre, conditions de travail et développement durable.	19
Article 20. Propriété intellectuelle.....	19
20.1. Droits immatériels sur les résultats	19
20.1.1. Les résultats	19
20.1.2. Cession exclusive des droits d'auteur sur les résultats	20
20.2. Droits sur les connaissances antérieures	21
20.3. Autres régimes de protection.....	21
20.3.1. Autorisations.....	21
20.3.2. Garanties	21
Article 21. Clause de confidentialité et de non divulgation.....	22
21.1. Non divulgation des informations confidentielles.....	22
21.1.1. Informations confidentielles	22
21.1.2. Obligations de non divulgation.....	22
21.2. Propriété des informations	23
21.3. Protection des Informations Classifiées relevant du Secret de la Défense Nationale Protection.....	23
Article 22. Hébergement de la solution	23
22.1. Hébergement en SAAS et sécurité de la solution.....	23
22.2. La sécurité physique des Datacenter	24
Article 23. Réversibilité.....	24
Article 24. Dérogation au CCAG-TIC	25

Article 1. Généralités : Objet, nature et durée du marché

1.1. Objet et mode de passation de l'accord-cadre

Passé en suivant les règles de la procédure adaptée en application de l'article R2123-1-1° du code de la commande publique, le présent marché a pour objet la mise à disposition d'un logiciel de Learning Management System (LMS) pour les besoins propres de l'Economat des Armées.

Le titulaire assure : (liste non exhaustive)

- La fourniture de licences utilisateurs (hébergement Saas ; maintenance ; mise à jour et support technique)
- La mise en forme de la plateforme LMS
 - o Création du nom de domaine personnalisé + Certificats HTTPS
 - o L'interfaçage de la plateforme LMS avec le SIRH
 - o L'interfaçage et la mise en place SSO
- La mise en place d'un outil de conceptions de parcours, de création d'enquêtes et d'évaluations
- La formation en ligne

1.2. Nature et forme de l'accord-cadre

Il prend la forme d'un marché fractionné à bon de commande, sans engagement minimum, **conclu dans la limite de 160 000€ HT sur la durée totale du marché. Ce montant de dépense maximum possible est à distinguer d'une estimation budgétaire globale du Marché à 80 000€HT environ.**

1.3. Durée et reconduction de l'accord-cadre

Le marché prend effet à compter de la date de notification, cette date marque le point de départ des obligations juridiques entre les parties.

Sauf disposition contraire, les prestations débutent le 01/03/2026 pour une durée d'un (1) an. Cette date constitue la date d'anniversaire du marché. Il est ensuite tacitement reconductible trois (3) fois un an (durée initiale) soit un maximum de quatre (4) ans.

Au cours de la période concernée, les parties peuvent résilier le marché par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de trois (3) mois.

Le titulaire est tenu à l'entière exécution des engagements souscrits pendant la durée effective du présent marché.

1.4. Allotissement

L'acheteur décide, conformément à l'article L.2113-11 du Code de la commande publique, de ne pas allouer car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE), options et tranches

Sans objet.

1.6. Variantes

Conformément à l'article R2151-8 du Code de la Commande Publique, une variante facultative est ouverte. Elle porte **uniquement** sur un mode d'hébergement « On Premise ». Le reste des spécificités du CCTP reste inchangé.

Le candidat peut remettre une offre de base ou une variante ou les deux.

Le candidat présente un dossier général **spécifique** relatif à la variante qu'il propose en incluant toutes précisions techniques permettant d'identifier les caractéristiques des produits proposés.

1.7. Co-traitance

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

En cas de groupement solidaire, nonobstant la désignation d'un mandataire du groupement, chacun des membres du groupement est solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des autres membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Forme du groupement exigée : non imposée.

1.8. Prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire, un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché.

Article 2. Prix du marché

2.1. Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont réglées par application d'un prix global et forfaitaire et de prix unitaires détaillés au bordereau des prix unitaires.

Les tarifs des prestations applicables sont ceux indiqués dans l'offre financière du titulaire jointe au présent marché.

Suivant l'offre financière, le marché est conclu aux conditions financières acceptées pour toute la durée du marché.

Les prix du marché sont exprimés en euros (€) hors-taxes (HT).

Les prix comprennent notamment :

- L'ensemble des exigences décrites dans le présent marché et le Cahier des Charges Techniques.
- L'ensemble des dépenses et frais nécessaires à la complète et parfaite réalisation des prestations.
- Toutes les charges fiscales, parafiscales, sociales, d'assurance ou autres frappant obligatoirement les prestations, les marges pour risques et les marges pour bénéficiaires.
- Le personnel nécessaire à l'exécution des prestations ainsi que toutes les indemnités liées aux conditions de travail (frais de déplacement...).
- L'ensemble des livrables.

2.2. Révision des prix

En cas d'éventuelle reconduction, les prix de l'accord-cadre à bons de commande sont évisables à la baisse comme à la hausse, conformément aux modalités ci-après mentionnées :

- le titulaire transmet par lettre recommandée avec accusé de réception (LRAR) les nouveaux tarifs proposés, ainsi que tous documents justificatifs au pouvoir adjudicateur, dans le mois qui précède l'éventuelle date de reconduction ;

- aucune demande de révision ne peut être accordée au titulaire avant que ne s'écoule un délai d'un (1) an à compter de la date de notification de l'accord-cadre à bons de commande. La procédure d'ajustement ne peut avoir d'effet rétroactif ;

- le prix obtenu ne doit pas comporter plus de deux (2) décimales ;

- le nouveau tarif, s'il est validé par le pouvoir adjudicateur, est applicable à l'éventuelle date de reconduction de l'accord-cadre à bons de commande. A défaut de transmission, l'ancien prix est reconduit pour l'année suivante ;

- toute commande notifiée au titulaire avant la date d'application du nouveau tarif est exécutée au prix de l'ancien tarif ;

- la révision des prix s'effectue en appliquant la formule suivante :

$$P_n = P^o \times (SYN_o / SYN_n)$$

Dans laquelle :

o P_n est le prix révisé H.T. ;

o P^o est le prix contractuel d'origine H.T. ;

o SYN_n = dernier indice SYNTEC connu et publié à la date de signature de l'accord-cadre à bons de commande ;

o SYN_o = dernier indice SYNTEC connu et publié à la date de révision des prix.

Clause de sauvegarde : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande sans indemnité pour le titulaire, dans le cas où l'augmentation annuelle des prix est supérieure à **3% du montant de la prestation** sans justification jugée recevable par le pouvoir adjudicateur.

Toute demande de révision des prix doit être accompagnée de justificatifs.

2.3. Offres promotionnelles

Tous les prix de l'accord-cadre peuvent faire l'objet d'offres promotionnelles.

Une offre promotionnelle peut notamment prendre les formes suivantes :

- une diminution d'un ou plusieurs prix hors taxes ;
- une augmentation des taux de remise concernant les services sur catalogues ;
- une augmentation en performance technique à des prestations à prix identique ;
- des prestations identiques proposées à des conditions plus avantageuses (par exemple, une absence d'engagement de durée minimale) ;
- une augmentation ou une intégration de mécanismes de remise, rabais ou ristournes ;

une combinaison de points listés ci-dessus.

Le Titulaire adresse à l'EdA sa proposition, par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion, la désignation précise des produits et prestations concernés et/ou du ou des Bénéficiaire(s) concerné(s) et/ou du ou des Bénéficiaires Potentiels de la promotion.

En cas d'accord De l'EdA, ce dernier émet un certificat administratif

Article 3. Pièces du marché

Le marché est régi par les lois et règlements applicables en France exclusivement. Il est précisé que tout document ou correspondance relatif au marché doit être rédigé en langue française.

En cas de contradiction, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure :

- 1) L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes, dûment remplis, datés et signés des deux parties.
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe.
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).
- 4) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Techniques de l'information et de la Communication (CCAG/TIC) approuvé par arrêté du du 30/03/2021 .
- 5) La législation et la réglementation en vigueur pour les prestations objet du marché.
- 6) Les éventuels ordres de service (OS) émis par le pouvoir adjudicateur.
- 7) L'offre commerciale, technique et financière du titulaire accepté.
- 8) Les éventuelles modifications au présent marché, signées des deux parties.
- 9) Les éventuels bons de commandes passés au cours de l'exécution du marché.

Ces pièces sont établies en un exemplaire original, sont conservées dans les archives du pouvoir adjudicateur et font seules foi.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties. Tout changement doit impérativement être approuvé expressément par les deux parties avant d'être applicable.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponses, lettre ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du marché. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au présent marché, sauf accord exprès du pouvoir adjudicateur. Il en est ainsi, sans que cette liste ne soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, les documents commerciaux, les devis...

Article 4. Obligations des parties

4.1. Obligations du titulaire

Le titulaire :

- Désigne pour toute la durée du marché, un responsable (personne physique ou interlocuteur unique du pouvoir adjudicateur pour toute question relative à l'exécution du marché) qui suit et coordonne l'action des différents intervenants et le représente face au pouvoir adjudicateur. De cette personne dépend essentiellement la bonne exécution du marché, qui assure un suivi personnalisé et conseille l'EdA ;
- Est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables aux prestations objet du présent marché ;
- Est tenu de fournir une version du système adaptée aux évolutions réglementaires ;
- Est tenu d'actualiser ses connaissances durant toute la durée du marché en fonction de l'évolution de la réglementation. A ce titre, il établit un lien permanent avec le pouvoir adjudicateur ;
- A un devoir de conseil et d'alerte envers le pouvoir adjudicateur s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements ou de dysfonctionnements potentiels liés à l'exécution du marché. Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces, et propose des actions pour les réduire. Le pouvoir adjudicateur décide ensuite de donner suite ou non à ces observations et propositions ;
- Exécute l'ensemble des prestations décrites dans le présent marché et dans le Cahier des Charges Techniques, dans leur intégralité de manière soignée, avec compétence et de manière continue et conformément aux règles et usage de la profession ;
- Respecte les prix indiqués dans *l'annexe financière* du présent marché
- Met en œuvre les moyens en personnel qualifié et en matériel nécessaires pour assurer l'exécution des prestations objet du présent marché ;
- Est tenu à des résultats précis quant à la réalisation des prestations et à la délivrance des livrables ; seul un cas de force majeure, ou le fait de l'EdA, est de nature à exonérer le titulaire de sa responsabilité contractuelle ;
- S'engage à fournir, dans le cadre du marché, des mises à jour correctives, préventives et évolutives du système, objet du marché.
- Remet en état, à titre gracieux, tout ou partie des équipements, dispositifs ou installations endommagés du fait d'une faute ou d'une erreur commise par lui ou l'un de ses agents ;
- Est responsable de toute dégradation, de quelque nature que ce soit, occasionnée du fait de l'exécution du marché.

4.2. Obligation du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur :

- S'engage à fournir au titulaire, pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées, toutes les informations nécessaires qu'il lui est possible de fournir et qui sont de nature à garantir le succès des prestations ;
- Ne met pas de personnel à la disposition du titulaire à temps complet. Cependant, la *Direction des Systèmes d'Information* (DSI) ainsi que la *Direction des Ressources Humaines* (DRH) du pouvoir adjudicateur sont présentes et engagées dans l'intégralité de l'exécution des prestations du marché ;
- S'engage à ne pas divulguer d'informations touchant aux prix ou aux conditions d'exécution du titulaire ;
- Peut récuser, pendant toute la durée d'exécution du marché et pour motif sérieux et avéré, les intervenants du titulaire qui ne le satisfont pas pour l'exécution de la prestation (en cas de faute, il peut exiger le départ immédiat de l'intervenant concerné). Le titulaire doit procéder sans préavis au remplacement des personnels recusés et ne peut prétendre ni à une prolongation du délai d'exécution, ni à une indemnisation.

4.3. Obligations relatives au Plan d'Assurance Sécurité et à sa mise à jour

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil, de mise en garde et de recommandations en termes de sécurité et de mise à l'état de l'art comme indiqué au présent document. Il s'engage à informer le pouvoir adjudicateur des risques d'une opération envisagée, des incidents éventuels ou potentiels, ainsi que de la mise en œuvre éventuelle d'actions correctives ou de prévention. Outre le respect de ses obligations au titre de la convention de service, le titulaire informe le pouvoir adjudicateur de toute opération susceptible de provoquer l'indisponibilité (ou une dégradation des performances) de la solution au plus tard une semaine avant ladite opération. Suite à cette remontée d'information, le pouvoir adjudicateur valide ou non l'opération en question selon le protocole identifié au Plan d'Assurance Sécurité (PAS).

Le titulaire est responsable du maintien en condition de sécurité du système pendant toute la durée du marché. Les mécanismes de sécurité mis en œuvre par le titulaire doivent évoluer conformément à l'état de l'art.

La découverte de failles dans un algorithme, un protocole, une implémentation logicielle ou matérielle, ou encore l'évolution des techniques de cryptanalyse et des capacités d'attaque par force brute doivent être pris en compte. Le PAS est mis à jour par le titulaire en conséquence et communiqué pour validation au pouvoir adjudicateur.

4.4. Assurance et responsabilité

Le titulaire (et ses éventuels sous-traitants) dispose d'une assurance couvrant ses risques d'exploitation pendant toute la durée de l'accord-cadre à bons de commande. L'assurance doit couvrir les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur en cas d'accident, et de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

Le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance avant tout début d'exécution de l'accord cadre : cette attestation doit indiquer le type de garantie, les montants, la nature des risques et sa période de validité. A défaut de production, dans le délai imparti, l'accord-cadre à bons de commande concerné peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans mise en demeure supplémentaire ni indemnités.

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur ou des bénéficiaires par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire. Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

4.5. Sous-traitance

En application de l'article 3.6 du CCAG/TIC, et conformément à la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le titulaire peut sous-traiter une partie de l'exécution de prestations objet de l'accord-cadre à bons de commande, sous réserve de l'acceptation du/des sous-traitant(s) par le pouvoir adjudicateur. La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre à bons de commande est interdite. Le titulaire doit faire accepter chaque sous-traitant, notamment au regard des règles d'habilitation, et faire agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le pouvoir adjudicateur. En cas de sous-traitance de l'accord-cadre à bons de commande, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution des prestations (directement ou indirectement exécutées par ses sous-traitants).

Le titulaire doit obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Si un sous-traitant est accepté postérieurement à la notification, le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance (envoi du DC4) au pouvoir adjudicateur dans un délai de dix (10) jours calendaires à compter de sa demande. Tout retard peut donner lieu à l'application d'une pénalité comme précisé dans l'article 3.6.3 du CCAG.

Au moment de la facturation, en cas de sous-traitant admis au bénéfice du paiement direct, le titulaire indique le montant que le pouvoir adjudicateur doit régler directement au sous-traitant (DC4).

Article 5. Clause de réexamen

En application de l'article R 2194-1 à R2194-10 du Code de la Commande Publique, tout changement doit impérativement être approuvé expressément des deux parties avant d'être applicable, et toute modification unilatérale ou par des autorités non compétentes est réputée nulle.

Le présent marché peut être modifié, quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- Les modifications des prestations du marché, de son prix, ou toute autre modification ;
- L'augmentation du montant maximum de 25% pour la durée restante à couvrir de l'accord-cadre (durée ferme + reconductions) lorsque le montant cumulé des commandes sur les deux premières années de la durée de l'accord-cadre à bons de commande est supérieur à 50% du montant maximum global de l'accord-cadre à bons de commande.
- Intégration de prestations nouvelles nécessaires à l'objet du présent marché ;
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire¹, à certaines conditions²
- Reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié du pouvoir adjudicateur ;

La clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite du pouvoir adjudicateur et est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception.

Article 6. Modalités d'exécution

Dès la notification du marché, l'EdA prend contact avec le titulaire afin d'organiser une réunion de lancement. Cette réunion a pour objectif, d'une part, de présenter l'ensemble des intervenants du projet et notamment le cadre organisationnel de l'EdA comme décrit à l'article 5.1 du CCTP et, d'autre part, de valider contradictoirement le planning d'exécution de la phase projet.

Le marché est composé de trois phases :

- la phase projet comprenant le paramétrage et la mise en place de la solution, le pilotage du projet, la reprise des données etc. La phase projet s'achève au plus tard le 31/01/2026. La solution doit être opérationnelle au 27 février 2026 ;

- la phase formation : le titulaire forme les différents types d'utilisateurs. L'EdA a la possibilité de commander une prestation de formation supplémentaire si cela s'avère nécessaire. Le coût de cette session de formation supplémentaire est indiqué à l'annexe n°2 de l'Acte d'Engagement ;

- la phase exploitation : il s'agit de l'autorisation d'accès des utilisateurs, la maintenance en condition opérationnelle et le pilotage de l'exécution du marché.

Pour chacune des phases l'EdA passe un ou plusieurs bons de commande.

Aucune commande ne peut être prise en compte si elle est passée oralement.

La commande fait l'objet d'une confirmation sous 48 heures de la part du titulaire.

Le courriel de confirmation, adressé au service de l'EdA émetteur du bon de commande, doit comporter au minimum les informations suivantes :

- Les références de l'accord-cadre ;
- Les références de la commande (date ; numéro ; destination) ;
- L'objet de la commande et la nature des prestations à réaliser ainsi que leur contenu exhaustif ;
- La référence fournisseur et le libellé de chaque prestation ;
- La quantité et le prix par prestation ;
- La date de livraison/mise à disposition ;
- La durée (en nombre de jours) d'exécution des prestations ;
- Le montant des prestations formulé en euros HT et TTC.

¹ Fusion, acquisition, absorption

² A condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux

En cas de désaccord sur la commande, le titulaire et le support des ventes de l'EdA se rapprochent pour un rectificatif sous 24 heures maximum à compter du courriel de confirmation.

Si le titulaire n'est pas en mesure d'honorer la commande dans sa totalité et dans les délais prévus par le marché il doit en informer le service émetteur dans les 24 heures suivant la réception du bon de commande, à défaut des pénalités s'appliquent.

Des bons de commandes peuvent être émis jusqu'à l'expiration du présent marché.

Article 7. Détails des prestations attendues

Le détail des prestations attendues figure dans le CCTP.

Article 8. Vérifications et admissions

8.1. Opérations de vérification

Les opérations de vérification et les décisions qui en découlent sont réalisées conformément aux dispositions des articles 28 du CCAG/TIC. La vérification de chaque prestation effectuée est systématique : lors des réceptions, le pouvoir adjudicateur exerce un contrôle sur la qualité des prestations effectuée. En présence du titulaire, il procède aux opérations de vérification préalables à l'admission des prestations, et notamment :

- Conformité entre les prestations réellement réalisées (et facturées) et les prestations commandées par le pouvoir adjudicateur ;
- Vérification de la bonne exécution des prestations conformément aux exigences du présent marché et du Cahier des Charges Techniques.

Le délai de déclaration des litiges quantitatifs à réception ne peut être inférieur à 24 heures ouvrées et supérieur à 5 jours ouvrés, après l'exécution des prestations.

Pour les prestations à bons de commande, la déclaration des litiges est effectuée après la réalisation des prestations commandées.

Les prestations sont réputées être acceptées à défaut de réclamation pendant le délai susmentionné, ce qui entraîne le transfert de propriété.

8.2. Admission des prestations

Les prestations sont réputées acceptées à défaut de réclamation par l'EdA, à l'issue des opérations de vérifications internes effectuées. Le pouvoir adjudicateur prononce alors l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux dispositions du marché : l'admission des prestations prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission, ou en l'absence de décision (admission tacite), dans un délai maximum de dix (10) jours calendaires à compter de la date d'exécution.

8.3. Ajournement

Si la qualité des prestations réalisées est jugée insuffisante par le pouvoir adjudicateur, un délai de dix (10) jours calendaires est accordé au titulaire afin de remédier aux insuffisances constatées et de fournir une prestation conforme aux dispositions du marché et au contenu du/des bon(s) de commande.

Le pouvoir adjudicateur est en mesure de demander un rapport d'analyse de la situation : celui-ci contient à minima les explications relatives au(x) dysfonctionnement(s) constatés, la(les) mesure(s) corrective(s) et/ou conservatoire(s) appliquée(s), les résultat(s) de l'application de celle(s)-ci.

8.4. Réception avec réfaction

Conformément à l'article 29.3 du CCAG/TIC, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ou des livrables, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché (réserve) et au(x) bon(s) de commande émis, peuvent néanmoins être reçu en l'état : il fait alors connaître au titulaire son intention de les accepter avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Après accord des deux parties sur le montant de la réfaction applicable, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, la décision motivée de réfaction.

8.5. Rejet des prestations

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations ne sont pas conformes aux besoins et qu'ils ne permettent pas (ou plus) un ajustement ou une réfaction, il notifie au titulaire, une décision de rejet. Le pouvoir adjudicateur applique alors une pénalité forfaitaire (*cf. article 10 du présent document*) courant à compter du jour où la prestation est rejetée, jusqu'au jour de la livraison effective et complète des prestations. En cas de rejet, le pouvoir adjudicateur se rapproche du titulaire pour fixer un mode opératoire et définir d'éventuelles modalités de remplacement.

Article 9. Facturation et autres modalités financières

9.1. Établissement de la facture

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus factures : (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter.

Afin que le traitement de la facture soit facilité et optimal, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes :

- ✓ le nom et l'adresse du titulaire ;
- ✓ le numéro de SIRET du titulaire ;
- ✓ les coordonnées du compte bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- ✓ le code service : DSI_GEN ;
- ✓ les références du marché (numéro et date) ;
- ✓ le n° de SIRET de l'EdA (542 085 907 00013) ;
- ✓ le numéro de l'accord cadre à bon de commande ;
- ✓ **le numéro et la date du bon de commande** ;
- ✓ le numéro et la date d'établissement de la facture ;
- ✓ les coordonnées de l'émetteur du bon de commande ;
- ✓ l'adresse de facturation ;
- ✓ les références du bon de livraison établi par le titulaire ;
- ✓ les dates de livraison et de facturation ;
- ✓ le taux et le montant de la TVA, le cas échéant ;
- ✓ le montant total en euros HT par ligne de prestation et TTC de la facture ;
- ✓ les dates et signatures.

Si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique. De ce fait, le délai de traitement des factures – par la Direction Financière et Comptable du pouvoir adjudicateur - est allongé et la mise en règlement retardée.

9.2. Délai de paiement

Les délais de paiement sont conformes à la réglementation en vigueur en matière de marchés publics : les factures établies par le titulaire sont réglées dans un délai ne pouvant excéder trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture conforme, sous réserve de l'acceptation par le pouvoir adjudicateur des prestations et matériels, ou d'acceptation des prestations et matériels si celle-ci est postérieure.

9.3. Modalités de paiement

Le mode de règlement est le virement établi par la Direction Financière et Comptable (DFC) de l'EdA au profit du compte bancaire du titulaire (indiqué dans son offre). Toute modification des coordonnées bancaires est portée à la connaissance du pouvoir adjudicateur par le titulaire, et formalisée par la transmission d'un RIB.

Les factures erronées et/ou non accompagnées des pièces justificatives sont retournées au titulaire ; le délai de paiement est alors suspendu dans l'attente de la production par le titulaire d'un document conforme

9.4. Intérêts moratoires

À défaut de paiement dans les délais fixés à l'article 9.2, des intérêts moratoires sont dus au titulaire :

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 %.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus. En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à 40 euros.

9.5. Nantissement et cession de créance

Le pouvoir adjudicateur délivre au titulaire, sur demande et sans frais, les pièces nécessaires pour une remise du marché en nantissement. Toute cession de créances est directement notifiée au comptable du pouvoir adjudicateur par l'établissement cessionnaire.

9.6. Avances et acomptes

Aucune avance ni acompte n'est accordé au titulaire au titre de cet accord-cadre sur la partie à bons de commande.

Concernant la part forfaitaire, sur demande, le titulaire peut bénéficier d'une avance dès notification du marché. Le paiement peut s'effectuer comme suit :

- Versement de 30% du montant forfaitaire à la signature du marché.
- Versement de 70% du montant forfaitaire à l'issue de la prestation effectuée par le titulaire du marché et validée par le pouvoir adjudicateur.

Article 10. Pénalités

Les pénalités s'apprécient indépendamment et sont cumulables. Elles ne sont pas libératoires.

10.1. Pénalités pour indisponibilité du système ou défaut de performance

En cas d'indisponibilité non planifiée, provoquée par le titulaire et prolongée du système (>72heures) à compter de la détection du problème, le titulaire peut se voir infliger une pénalité suivant la formule suivante :

$$P=J \times 200\text{€}$$

Dans laquelle :

- P= Montant de la pénalité
- J= nombre d'heures d'indisponibilité (au-delà de la 72^{ème} heure.)

10.2. Pénalités pour rejet des prestations

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement pour une prestation prévue au marché, il demande au titulaire de réaliser une nouvelle prestation dans les délais qui sont précisés par le pouvoir adjudicateur au cas par cas. Si le pouvoir adjudicateur rejette de nouveau la prestation, une pénalité forfaitaire de cinq cent (500) euros HT est appliquée.

10.3. Pénalités pour retard de livraison

En cas de dépassement du ou des délai(s) contractuel(s) d'exécution des prestations, le prestataire encoure une pénalité forfaitaire d'un montant de cent (200) euros par jour calendaire de retard. Les pénalités pour retard de livraison commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

10.4. Pénalités pour non-respect des dispositions des pièces du marché

En cas de non-respect (manquements et/ou violations) des dispositions des pièces du marché, le titulaire peut se voir infliger, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de cent (100) euros HT par non-respect constaté (ex : non-respect du devoir de conseil). Le non-respect d'une obligation du marché est constaté par le pouvoir adjudicateur et notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au titulaire défaillant.

Article 11. Résiliation

Il est fait application des articles 39 et suivants du CCAG/TIC. En cas de résiliation du marché, les parties sont responsables jusqu'à complète exécution de leur engagement contractuel. Toute décision de résiliation est notifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception (LR/AR) en précisant la date à laquelle la résiliation prend effet et la durée du préavis le cas échéant.

11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

L'accord-cadre à bons de commande peut être résilié pour motif d'intérêt général. Dans ce cas, la résiliation n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

11.2. Résiliation d'un commun accord

Les parties peuvent, à tout moment, décider d'un commun accord de la résiliation du présent marché en s'informant mutuellement par lettre recommandée avec accusé de réception avant la fin de la période considérée : elles conviennent alors de la date à laquelle il prend fin. Dans tous les cas, aucune indemnité n'est due, hormis le paiement des prestations déjà effectuées avant la fin du marché.

11.3. Résiliation par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, sans qu'il y ait eu faute du titulaire, mettre un terme à l'exécution du marché dans le cas de la survenance d'un événement de force majeure ou dans les conditions fixées aux articles 36 et suivants du CCAG/TIC. Si cette résiliation ouvre droit à indemnité pour le titulaire, celle-ci est calculée selon les modalités définies à l'article 41 du CCAG/TIC.

Par application de l'article 39 du CCAG/TIC, dans le cas où le titulaire ne respecte pas ses obligations contractuelles (retards, non exécutions répétées...) le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire, prenant effet immédiatement et de plein droit (20) jours après la réception par le titulaire d'une mise en demeure restée infructueuse. Aucune indemnité n'est alors due, hormis le paiement des prestations déjà effectuées par le titulaire avant la fin du marché.

Sans que cette liste ne soit exhaustive, la résiliation unilatérale et de plein droit par le pouvoir adjudicateur aux torts exclusifs du titulaire peut intervenir en cas de :

- Non-respect des engagements contractuels par le titulaire ;
- Faute grave du titulaire (par exemple : non-respect constaté d'une disposition d'une importance particulière) ou non-exécutions ou retards répétés des prestations ;
- Non-respect de la législation et des règlements portant sur l'objet du marché ;
- Tromperie grave ;
- Non-respect de la réglementation relative aux règles d'hygiène et de sécurité du travail ;
- Non-respect de la sécurité ;
- Infraction aux mesures de sécurité régissant l'accès aux sites destinataires et aux règles de circulation et de stationnement ;
- Si le titulaire cède ou sous-traite, en totalité ou en partie le marché, sans l'autorisation préalable du pouvoir adjudicateur ;
- Si après deux (2) relances, le titulaire ne fournit pas les pièces demandées par le pouvoir adjudicateur ;
- Défaut de présentation des attestations d'assurance dans les délais impartis

La résiliation intervient après la procédure de mise en demeure suivante : le pouvoir adjudicateur adresse préalablement au titulaire une mise en demeure précisant la sanction envisagée. Le titulaire dispose alors d'un délai de dix (10) jours ouvrés pour présenter ses observations ainsi que les mesures envisagées. Si la mise en demeure reste infructueuse, ou en cas de répétition de faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur prononce la résiliation du marché en question.

La résiliation est notifiée au titulaire par la lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut de date de résiliation fixée dans la décision, il est fait application d'un préavis de trente (30) jours ouvrés courant à partir du lendemain de la date de réception de la lettre valant décision de résiliation.

En cas de décès, incapacité, redressement ou liquidation judiciaire du titulaire, les modalités de résiliation sont celles prévues par l'article 37 du CCAG/TIC. Dans tous les cas, aucune indemnité n'est due au titulaire, hormis le paiement des prestations déjà réalisées par le titulaire avant la fin du marché résilié.

11.4. Difficulté d'exécution du marché

Conformément à l'article 38 du CCAG/TIC, dans le cas où le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessite la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du présent accord-cadre à bons de commande, alors le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre à bons de commande à sa propre initiative ou sur demande du titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur résilie le marché.

11.5. Exécution aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 27 du CCAG/TIC s'appliquent. En cas de mise en œuvre de cette exécution et de recours à un tiers, des frais administratifs sont facturés au titulaire défaillant, soit 10% du montant des prestations concernées, avec un minimum de perception de 100 €.

Article 12. Litiges et différends

L'accord-cadre à bons de commande et l'ensemble des documents qui en découlent sont soumis aux dispositions du droit français. En cas de litige, le règlement à l'amiable est dans un premier temps privilégié et le mode opératoire suivant est appliqué :

- Le pouvoir adjudicateur adresse au titulaire concerné un courrier d'observation sous pli recommandé avec accusé de réception (LR/AR), assorti d'un délai pour se conformer au marché. Cette dernière doit répondre dans un délai de vingt (20) jours calendaires ;
- Parallèlement, les deux parties se rapprochent pour établir une solution (définition de mesures correctives à appliquer par le titulaire, etc).
- Aux termes de ce délai :
 - o Soit la partie défaillante engage des mesures pour se conformer aux dispositions du marché ;
 - o Soit les parties s'accordent sur une solution commune ;
 - o Soit, en cas d'impossibilité pour les parties à trouver une solution, la résiliation pour faute peut être prononcée par la partie constatant le manquement contractuel dans les conditions de l'article 11 du présent document.

En cas de litiges répétés sans amélioration, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire après envoi d'un courrier de mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

A défaut d'accord, il peut être recherché la solution juridictionnelle. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Montreuil.

Article 13. Confidentialité

Conformément aux dispositions de l'article 5 du CCAG/TIC, toutes informations portées à la connaissance du titulaire, de son personnel ou de ses sous-traitants, et ayant trait aux pratiques du pouvoir adjudicateur, aux produits et services qu'il propose, aux prix qu'il pratique, à son savoir-faire ou à ses clients, constitue des informations confidentielles, à utiliser comme telles.

Le titulaire est tenu de veiller à ce que tous les supports, notamment informatiques, contenant des informations confidentielles, soient conservés en bon état. Le titulaire doit être en mesure de détruire immédiatement ces supports, ou les remettre au pouvoir adjudicateur, sur simple demande de celui-ci.

Le titulaire a pour obligation de transmettre au pouvoir adjudicateur toutes demandes et besoins émanant directement du/des bénéficiaires des prestations et les devis s'y rapportant ; en aucun cas, ceux-ci ne sont transmis directement par lui au bénéficiaire des prestations.

Le titulaire est responsable de toutes les conséquences dommageables qui pourraient résulter de l'inobservation de ces dispositions. Tout manquement aux obligations mentionnées ci-dessous, par le prestataire ou l'un de

ses sous-traitants, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, peut entraîner la résiliation sans préavis ni indemnités du marché à ses torts exclusifs.

Réciproquement, le pouvoir adjudicateur s'engage à la confidentialité des prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du titulaire.

Les parties doivent respecter la confidentialité des informations et ne doivent les divulguer à personne, à moins que leur divulgation n'ait été rendue obligatoire par une institution compétente. Les parties se portent fort du respect de cette obligation pour leur personnel et leurs sous-traitants.

Article 14. Protection de la main d'œuvre, conditions de travail et développement durable

Le pouvoir adjudicateur est engagé dans une politique d'achats plus respectueuse de l'environnement et de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail : pour ce faire, il implique ses partenaires et prestataires dans cette démarche.

Conformément à l'article 6 du CCAG/TIC, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'œuvre est employée.

Conformément à l'article 7 du CCAG/TIC, le titulaire veille à ce que ses prestations respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

Le titulaire mène globalement une démarche favorable à l'environnement, en prenant en compte les différentes étapes du cycle de vie des produits (de leur conception à leur fin de vie) tout en garantissant des matériels (aptitude à l'usage et durabilité) et ce afin de limiter les impacts néfastes des prestations objet du marché.

Outre la réglementation en vigueur, le titulaire respecte les préconisations suivantes :

- Optimiser les emballages : recyclables, minimisation du suremballage, réduction des déchets...
- Mise en pratique des mesures favorisant l'insertion de personnes éloignées de l'emploi ;
- Dématérialisation des documents.

Article 15. Modifications

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/TIC, toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée du présent marché doit être impérativement notifiée au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans que cette liste soit exhaustive, la modification peut concerner :

- la personne ayant le pouvoir d'engager la société ;
- la forme de l'entreprise, sa raison sociale, sa dénomination, son adresse ;
- le capital de l'entreprise ;
- le numéro de compte bancaire à créditer... ;
- toutes les prestations nouvelles liées à l'objet du marché dans la limite du seuil de 50 % du montant estimatif annuel de l'accord-cadre ;
- de façon générale, toutes les modifications importantes sur le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le bon déroulement du présent marché.

Un acte de modification peut être établi afin de prendre en compte les modifications susmentionnées.

Par ailleurs, le marché peut être reconsidéré – sous réserves de l'accord des parties – pour prendre en compte des modifications non substantielles, quel qu'en soit leur montant.

Toute modification de l'accord-cadre à bons de commande non substantielle donne lieu, selon sa nature, à l'élaboration d'un acte de modification soumis à l'approbation des parties. Néanmoins, en cas d'accord des parties concernant des modifications mineures (notamment sans incidence financière), les modifications peuvent être formalisées par ordre de service (OS), notifié par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

Article 16. Données personnelles

Le titulaire, est susceptible d'avoir accès à des Données à Caractère Personnel dans le cadre de l'exécution du marché.

Il doit dès lors, opérer leur traitement en conformité avec les dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des Données à Caractère Personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

Il doit en garantir la confidentialité et veiller à ce que seuls les personnels autorisés de son organisme y aient accès et n'en prennent copie ni ne les utilisent pour d'autres finalités que la réalisation de l'objet du marché. Il veille également à la mise en place de mesures techniques et organisationnelles pour encadrer le traitement de ces données.

L'EdA détermine les finalités et les moyens du traitement de Données à Caractère Personnel dont il demeure seul responsable, et en supervise la mise en œuvre.

Le titulaire doit veiller par ailleurs à choisir ses sous-traitants avec diligence et prêter une attention particulière à la réputation, à l'expérience en matière de fourniture des services sous-traités et au caractère adéquat des mesures techniques et organisationnelles mises en place.

Les traitements opérés feront l'objet en cas de besoin d'un encadrement par une annexe sur le traitement de données à caractère personnel.

16.1. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable du traitement :

- respecter la réglementation relative à la sous-traitance.
- traiter les données à caractère personnel uniquement pour les finalités et pour les opérations de traitements visés dans l'objet du marché ;
- traiter les données à caractère personnel conformément aux instructions documentées écrites du responsable du traitement. A cet effet, il est notamment précisé que toute demande du sous-traitant visant à copier toute base ou environnement informatique comprenant des données à caractère personnel du pouvoir adjudicateur fera l'objet d'un accord par écrit entre les parties ;
- informer immédiatement le responsable du traitement dans l'hypothèse où la réalisation du traitement par lui ou ses sous-traitants ultérieurs entraînerait à ce que les données à caractère personnel fassent l'objet d'un transfert hors Union Européenne afin que les parties puissent ensemble, rédiger au besoin des clauses contractuelles types ;
- communiquer au client le nom et les coordonnées de son Délégué à la Protection des Données, s'il en a été désigné un ;
- communiquer sur demande expresse du responsable de traitement, le nom et l'adresse du/des sous-traitant(s) hébergeur(s) des données à caractère personnel fournies qui sera/seront tenu(s) contractuellement à l'obligation de sécurité des données à caractère personnel conformément aux exigences du RGPD et à la Loi Informatique et Libertés ;
- à coopérer avec toute autorité de contrôle nationale (telle que la Commission Nationale Informatique et Libertés – CNIL) ou internationale. Le sous-traitant s'engage à informer le client de toute demande émanant d'une autorité de contrôle de divulgation des données à caractère personnel et à ne pas y répondre directement sans instruction du pouvoir adjudicateur, sauf interdiction légale ;
- à tenir un registre des activités de traitement effectuées pour le compte du pouvoir adjudicateur ;

- à prendre toutes précautions utiles et mesures de sécurité tant matérielles, techniques, qu'organisationnelles :

(i) afin d'empêcher que les données à caractère personnel ne soient acquises ou divulguées à des personnes non autorisées ;

(ii) afin d'éviter toute utilisation ou accès détourné ou frauduleux aux données à caractère personnel ;

(iii) afin de se prémunir contre toute perte, destruction ou altération des données à caractère personnel, que ce soit de façon accidentelle, non-autorisée ou illégale ;

(iv) afin de garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre des services souscrits et veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter le même degré de confidentialité ;

(v) à ne pas divulguer les données à caractère personnel à des personnes autres que ses salariés, employés ou préposés, ou sous-traitants agréés qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.

Le sous-traitant s'engage également à :

- présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement préserve la protection des droits de la personne concernée par le traitement de ses données à caractère personnel ;

- mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque suivant le périmètre des services souscrits et notamment :

- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.

16.2. Droit d'information des personnes et exercice des droits

Le sous-traitant est tenu de communiquer, aux personnes concernées par les opérations de traitement, l'information relative aux traitements de données qu'il réalise au moment de la collecte des données.

Par ailleurs, le sous-traitant est tenu d'apporter son soutien au responsable du traitement afin de s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées. Il informe, notamment, et dans le cadre de son obligation générale de conseil, le responsable du traitement de toute demande liée à l'exercice de ces droits.

16.3. Audit

Le responsable de traitement pourra soumettre à tout moment le sous-traitant à un audit de sécurité en vertu de l'article 28 - h) du RGPD dans le but de vérifier la conformité du traitement de données à caractère personnel aux dispositions de la réglementation en vigueur citée supra, et, notamment, mais sans que cela soit limitatif, pourra inspecter ses bureaux, installations, équipements, systèmes informatiques, éléments techniques, politiques, 17 contrôles et pratiques en matière de protection de données à caractère personnel en lien avec le présent accord cadre, sous réserve d'en informer le sous-traitant par écrit au minimum dix (10) jours avant la date d'audit prévue.

Dans ce cadre, le responsable de traitement pourra notamment tester les méthodes de travail du personnel du sous-traitant, vérifier les registres, et le sous-traitant devra fournir au responsable de traitement tout document ou toute information en rapport avec le traitement de données à caractère personnel sous-traité. Sauf en cas de justification écrite du sous-traitant, celui-ci devra permettre tous accès requis par le responsable de traitement pendant les jours ouvrables aux différents lieux concernés par l'exécution du présent accord-cadre.

L'audit pourra être effectué par le responsable de traitement ou toute personne tierce habilitée par lui, et durera le temps nécessaire pour effectuer un audit complet.

Le responsable de traitement remettra au sous-traitant, dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de fin de l'audit, un rapport sur les résultats de l'audit faisant apparaître tous points critiques et/ou de non-conformité.

Si les conclusions de l'audit révèlent des défaillances, le sous-traitant devra définir et mettre en œuvre, à ses frais, des plans d'actions correctives. La définition du contenu des plans d'actions correctives sera réalisée en concertation entre les Parties et les coûts de mise en œuvre de ces mesures correctives seront à la charge du sous-traitant sauf accord contraire et écrit des Parties.

En toute hypothèse, le responsable de traitement cherchera à limiter l'impact de l'audit sur l'activité quotidienne du sous-traitant.

16.4. Notification des violations de données à caractère personnel

En cas de violation de données à caractères personnel, le sous-traitant coopère avec le responsable du traitement et lui prête assistance aux fins de mise en conformité avec les obligations qui lui incombent en vertu des articles 33 et 34 du règlement (UE) 2016/679 ou des articles 34 et 35 du règlement (UE) 2018/1725, selon celui qui est applicable, en tenant compte de la nature du traitement.

Le sous-traitant notifie au responsable du traitement, par courriel et par lettre recommandée avec accusé de réception, toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a connaissance, et s'engage à permettre à ce dernier de réaliser une notification à la CNIL dans un délai de 72h après avoir pris connaissance de la violation. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Dès lors, la notification contient, a minima :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel, y compris les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation ainsi que les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du responsable du traitement ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives. Dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Le cas échéant, en dehors des cas d'exclusions prévus à l'article 34.3 du RGPD, les individus concernés par la violation de leurs données doivent en être informés par le délégué à la protection des données.

Article 17. Sécurité

Le prestataire s'engage à ce que les livrables, ne contiennent aucun virus, dispositif d'arrêt ou routine logicielle, conçu notamment pour désactiver, invalider, modifier, tout ou partie des logiciels, automatiquement ou sous l'impulsion de toute personne autre que l'EDA.

Le prestataire accepte, dans le cas où un virus informatique serait découvert, et qu'il est avéré que celui-ci ressort de sa responsabilité, d'utiliser à ses frais tous les moyens pour minimiser, voire annuler les effets de ce virus et d'indemniser les préjudices causés par l'introduction de ce virus.

Le prestataire assure l'étanchéité des Données par rapport aux données des autres clients du prestataire. Le prestataire garantit en outre l'EdA contre toute perte de données.

Le prestataire s'engage à respecter les engagements en matière de cybersécurité stipulés dans le PAS.

Article 18. Non renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque du Contrat, ne réagit pas ou acquiesce à son inexécution, que ce soit d'une manière permanente ou temporaire, ne peut être interprété comme une renonciation de cette partie au bénéfice de ladite clause et ne peut empêcher la partie non défaillante de s'en prévaloir à l'avenir. Aucune renonciation ne produit d'effet à moins qu'elle n'ait été faite par écrit et signée par un représentant dûment habilité de la Partie renonciatrice.

Article 19. Protection de la main d'œuvre, conditions de travail et développement durable.

L'Économat des Armées est engagé dans une politique d'achats plus respectueuse de l'environnement, de la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail ; pour ce faire, il implique ses partenaires et prestataires dans cette démarche.

Conformément à l'article 6 du CCAG/TIC, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article 7 du CCAG/TIC, le titulaire veille à ce que ses prestations respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

Le titulaire doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire mène globalement une démarche favorable à l'environnement.

Article 20. Propriété intellectuelle

20.1. Droits immatériels sur les résultats

20.1.1. Les résultats

Conformément aux articles 32 et suivant du CCAG/TIC, l'EdA est titulaire des droits sur les résultats. Ces droits de propriété intellectuelle peuvent être des droits d'auteur, des droits sur la marque, des droits sur les dessins ou modèles, les droits sur les bases de données, les données et les informations, et plus généralement tous les éléments protégés ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

Le pouvoir adjudicateur est titulaire des droits de propriété intellectuelle sur les éléments créés, pour ses besoins, par le titulaire lors de la préparation et de l'exécution du marché. Ces éléments sont désignés par le terme « résultat ».

Un résultat peut être de toute nature, de toute forme et fixé sur tout support. Un résultat peut, notamment, faire l'objet d'un livrable tel qu'attendu dans les cahiers des charges techniques et administratives. Un résultat peut être, de manière non limitative, une œuvre de l'esprit (en ce compris les logiciels et leur documentation) telle qu'un document écrit ou graphique, un plan, des études, des maquettes, une base de données, des documents de normes, des dessins, des photographies, des œuvres audiovisuelles, des schémas, brochures, dépliants, y compris des documents intermédiaires, à savoir des plans, esquisses, spécifications. Ce résultat peut également constituer une marque, un dessin ou modèle, un nom de domaine ou autre signe distinctif, une invention

brevetable ou non au sens du code de la propriété intellectuelle, une donnée ou une information, et plus généralement tout élément protégé ou non par des droits de propriété intellectuelle ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image ou à la voix des personnes ou le droit à l'image des biens.

20.1.2. Cession exclusive des droits d'auteur sur les résultats

Le titulaire cède au pouvoir adjudicateur, à titre exclusif, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, dans le respect du droit moral du titulaire.

Les droits cédés portent sur l'ensemble des résultats destinés à assurer la communication de l'EdA sur le portail d'accès aux services et mentionnés au Cahier technique. Ces résultats constituent :

- les éléments composant la charte graphique qui sont créés pour les besoins du pouvoir adjudicateur,
- les éléments visuels constituant les bandeaux de publicité du pouvoir adjudicateur,
- tout élément constituant la représentation graphique du nom de l'entité publique « Economat des armées » et « EdA ».

- Cession exclusive

Les droits patrimoniaux de propriété intellectuelle sur lesdits résultats sont cédés par le titulaire à titre exclusif au pouvoir adjudicateur, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur, qu'importe la cessation du marché. Cette cession couvre les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations par le pouvoir adjudicateur.

- Finalité de la cession

Outre la bonne exécution du marché, les finalités de la cession desdits droits sont notamment les suivantes :

- assurer la communication du pouvoir adjudicateur dans ses relations avec les bénéficiaires et les utilisateurs;
- publier et utiliser des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications ;
- publier et utiliser des documents finaux, tels que des rapports, des supports techniques, documentaires ou contractuels ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que le pouvoir adjudicateur de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- transférer les droits sur les résultats objet de propriété intellectuelle à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences du pouvoir adjudicateur.

- Droits cédés

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités susmentionnées.

- Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

- Le droit de représentation comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public desdits, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

- Les droits portant sur les résultats qui ont la forme de logiciels comportent, en outre, notamment les droits d'évaluer, d'observer, de tester, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, transcrire tout ou partie des éléments, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, configurer, interfacer avec tout

logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, faire tous actes aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante.

Le prix de la cession des droits est compris dans le montant du marché.

20.2. Droits sur les connaissances antérieures

Conformément à l'article 33 du CCAG/TIC, lorsque le titulaire et le pouvoir adjudicateur utilisent des éléments extérieurs au cadre du marché, notamment par incorporation au résultat, ils conservent l'ensemble des droits sur lesdits éléments.

Ces éléments sont dénommés « connaissances antérieures » et peuvent constituer, de manière non exhaustive, un moyen d'exécution du marché (par exemple, un logiciel et/ou des développements, une documentation, un savoir-faire etc.) ou un produit issu d'un projet externe au marché (par exemple, des maquettes, plans, documents graphiques ou écrits ou des données de toute nature, sur tout support etc). Il est précisé que l'ensemble des données, notamment des bases, fournies par le pouvoir adjudicateur s'entendent comme des connaissances antérieures qui demeurent de sa propriété. Ces droits peuvent être de toute nature, y compris des droits de propriété intellectuelle, comme mentionnés au 20.1.1. du présent CCAP.

Lorsqu'un titulaire envisage d'utiliser une connaissance antérieure, il s'engage à ce qu'elle soit identifiée dans son offre ou en toute hypothèse, au fur et à mesure de l'exécution du marché. Le titulaire s'assure qu'il est autorisé à le faire et que le pouvoir adjudicateur peut l'utiliser et la faire utiliser, notamment, par les intervenants désignés dans le marché, pendant toute l'exécution du marché et après son terme dès lors que cette connaissance antérieure lui est nécessaire.

Cette autorisation d'utilisation s'opère par une licence non exclusive des droits concernés. Le prix de cette licence est compris dans le montant du marché.

20.3. Autres régimes de protection

20.3.1. Autorisations

Il est fait application de l'article 35 du CCAG/TIC en ce que :

- Le titulaire autorise le pouvoir adjudicateur et les intervenants désignés au marché à mettre en œuvre le savoir-faire nécessaire à l'utilisation des résultats ou à utiliser les résultats couverts par le savoir-faire et le secret des affaires, sous réserve d'en préserver la confidentialité et pour les besoins découlant de l'objet du marché.
- Le titulaire autorise le pouvoir adjudicateur à exploiter les noms de domaine qui font partie des résultats.
- Il est précisé que les bases de données créées dans le cadre du marché relèvent de la propriété du pouvoir adjudicateur. L'usage de ces bases de données ou de ces données par le titulaire n'est utilisé que dans le strict cadre du marché et de la bonne exécution des prestations qui lui sont dévolues.

20.3.2. Garanties

- Le pouvoir adjudicateur assure qu'il possède la totalité des droits sur les connaissances antérieures, notamment sur les signes utilisés. Il est responsable de l'intégrité des liens hypertextes ainsi que de l'usage des éléments visuels et des messages publicitaires qu'il souhaite intégrer sur le portail d'accès aux services.
- Le titulaire assure qu'il possède la totalité des droits sur les résultats et sur ses connaissances antérieures. Il garantit au pouvoir adjudicateur la jouissance entière, paisible et libre des droits cédés contre tous troubles, revendications et évictions et notamment :
 - que l'utilisation des résultats ne constitue pas un acte de contrefaçon ;
 - que l'incorporation d'autres éléments permet l'exploitation desdits résultats par le pouvoir adjudicateur ;
 - qu'il n'a introduit dans son travail aucune réminiscence ou ressemblance pouvant violer les droits d'un tiers.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action, réclamation, revendication, éviction quelconque, de la part de toute personne invoquant un droit de propriété intellectuelle auquel lesdits résultats et/ou connaissances antérieures auraient porté atteinte, ou un acte de concurrence déloyale et/ou parasitaire.

En conséquence, le titulaire s'engage à faire son affaire personnelle de toute réclamation et/ou procédure formulée contre le pouvoir adjudicateur, et qui se rattacherait directement ou indirectement aux résultats et/ou ses connaissances antérieures.

À cet effet, le titulaire s'engage à intervenir volontairement, si nécessaire, à toutes les instances engagées contre le pouvoir adjudicateur.

De manière générale, le titulaire ne peut opposer ses droits, titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et/ou connaissances antérieures, lorsque ceux-ci sont conformes aux besoins découlant de l'objet du marché.

Article 21. Clause de confidentialité et de non divulgation

21.1. Non divulgation des informations confidentielles

Le titulaire qui, soit avant l'attribution de l'accord-cadre à bons de commande, soit à l'occasion de son exécution, a reçu communication ou a eu connaissance, à titre confidentiel, d'informations est tenu de maintenir confidentielles ces informations, sans qu'il soit besoin d'expliciter au coup par coup leur caractère confidentiel par l'apposition des timbres réglementaires ou mentions adéquates.

21.1.1. Informations confidentielles

On entend par informations confidentielles toutes informations, renseignements, connaissances, documents, données ou objets quelconques de toute nature, notamment technique, scientifique, contractuelle, financière, économique et/ou commerciale communiqués par l'EdA et/ou son client au titulaire ou portées à la connaissance de celui-ci sous quelque forme que ce soit, par écrit, par oral, magnétiquement, ou électroniquement, sur tout support et par tout moyen notamment :

- l'ensemble des éléments de l'accord-cadre à bons de commande ;
- toutes informations couvertes ou non par un droit de propriété intellectuelle, notamment relatives aux plans, logiciels, produits, études, analyses, projets, systèmes, méthodes, processus, savoir-faire, développés par l'EdA et/ou son client ;
- toutes informations économiques, commerciales, sociales, organisationnelles concernant l'EdA et/ou son client ;
- toutes informations relatives aux clients de l'EdA, à la localisation et à la configuration technique des sites à couvrir et plus généralement toutes informations se rapportant aux besoins à satisfaire ;
- toutes informations relatives aux données personnelles des personnels militaires et civils pouvant être communiquées pour satisfaire lesdits besoins, telles que définies par la réglementation française et européenne en vigueur ;
- ainsi que les discussions objet de la présente clause, communiquées par quelque moyen que ce soit sur quelque support que ce soit.

Ne sont pas considérées comme des informations confidentielles toutes informations pour lesquelles le titulaire peut apporter la preuve :

- qu'elles sont tombées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci, mais dans ce cas, en l'absence de toute faute de sa part ;
- qu'il en avait possession avant la date de communication par l'EdA et/ou son client, ceci pouvant être démontré par l'existence de documents appropriés dans ses dossiers ;
- qu'elles ont été reçues d'un tiers de manière licite, sans restrictions, ni violations par ce tiers d'une obligation de confidentialité envers l'EdA et/ou ses clients.

21.1.2. Obligations de non divulgation

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer, totalement ou partiellement, les informations confidentielles et à prendre toutes les mesures appropriées pour assurer leur confidentialité. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Les personnes ayant qualité pour en connaître peuvent, de manière limitative, être :

- un tiers auquel la communication a été autorisée préalablement et par écrit par l'EdA, à condition que ce tiers s'engage à se soumettre aux présentes obligations de non divulgation ;
- le personnel du titulaire ;
- le sous-traitant accepté du titulaire et son personnel.

Le titulaire reste responsable envers l'EdA et son client du respect par ces personnes desdites obligations et se porte fort de leur exécution, qu'importe le titre en vertu duquel ces personnes ont reçu communication de ces informations. Cette communication s'opère uniquement lorsqu'elle s'avère strictement nécessaire à l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

Le titulaire s'engage notamment :

- à conserver et à traiter ces informations confidentielles en respectant un niveau de protection et de précaution conforme aux règles et usages de sa profession ;
- à utiliser les informations confidentielles uniquement dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande et, d'une manière générale, à ne pas les utiliser au détriment de l'EdA et/ou de son client ;
- à communiquer à l'EdA, le plus rapidement possible, toute requête qu'il aurait reçue d'un tiers demandant la divulgation des informations confidentielles ;
- à détruire les informations confidentielles dès qu'elles ne sont plus nécessaires à l'exécution du marché et à supprimer immédiatement à la demande de l'EdA tout support sur lesquels elles seraient fixées ; le titulaire s'obligeant dans ce dernier cas, à cesser immédiatement toute utilisation des informations confidentielles concernées ;
- à confirmer à l'EdA, à première demande et par écrit, que les dispositions ci-dessus sont remplies.

Sans préjudice de son obligation de non divulgation, le titulaire peut transmettre les informations confidentielles dans les cas suivants :

- l'utilisation ou la divulgation des informations confidentielles a été autorisée par écrit par l'EdA ;
- les informations confidentielles font l'objet d'une requête par une autorité administrative ou judiciaire en vertu d'une loi, d'un acte réglementaire ou d'une décision de justice ; mais cette transmission doit uniquement se limiter à, la partie des informations confidentielles objet de cette obligation ; dans ce cas, le titulaire s'engage à en informer l'EdA préalablement à toute divulgation.

21.2. Propriété des informations

Aucune disposition du présent article ne saurait être interprétée comme conférant au titulaire, explicitement ou implicitement, un quelconque droit de propriété sur les informations confidentielles de l'EdA.

21.3. Protection des Informations Classifiées relevant du Secret de la Défense Nationale Protection

Le cas échéant, l'échange de données et informations « classifiées », au sens de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la Défense Nationale (Secret et/ou Très Secret) ou identifiées « Diffusion Restreinte » et « Spécial France », s'effectue dans le strict respect des règles 24 en vigueur en France.

Article 22. Hébergement de la solution

22.1. Hébergement en SAAS et sécurité de la solution

L'hébergement de la solution est réalisé en SAAS par le titulaire du marché. Cet hébergement intègre l'hébergement du serveur de développement et test pour l'applicatif et des bases de données, du serveur de production pour l'applicatif et du serveur de production pour sa base de données. L'hébergement est dimensionné pour l'ensemble de la solution qui intègre le socle et l'ensemble des modules déployés.

Le titulaire s'assure d'un hébergement qui répond aux obligations en termes de sécurité, de localisation et d'administration et à la souveraineté des données et à l'immunité contre toute réglementation extra européenne. La sécurité s'entend pour la sécurité physique des Datacenters qui permet d'assurer une disponibilité des contenus, de l'intégrité et de la confidentialité des données. Les Datacenters sont placés sous haute protection pour limiter l'accès aux seules personnes habilitées et disposant des attributions. Le titulaire s'assure que le sous-traitant hébergeur dispose de l'ensemble des certifications qui permettent de garantir une gestion des risques ainsi que la mise en place et l'efficacité des contrôles internes liés à la sécurité du système d'information.

Cette solution respecte les exigences des certifications ISO/IEC 27001, CSA STAR, SOC I et II type 2. Toute modification susceptible d'entraîner un changement d'hébergeur doit faire l'objet d'une communication auprès du pouvoir adjudicateur. Le délai de prévenance doit être au minimum de trois (3) mois avant la réalisation. Ce délai prend effet à date de réception du courrier recommandé adressé au pouvoir adjudicateur. Il s'agit, dans le cas présent, d'une mesure qui permet au pouvoir adjudicateur d'assurer et de conserver la souveraineté de ses données et de lutter contre leur expatriation extracommunautaire imposée par l'état. En l'absence de respect de ces obligations, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à la résiliation du marché.

Dans le cas où les modalités de fonctionnement ou bien encore de sécurité ne correspondent pas aux conditions requises préalables au changement d'hébergeur, le titulaire conserve l'hébergeur actuel ainsi que la réalisation de la maintenance associée jusqu'à ce que l'EdA soit en capacité d'assurer la migration vers un autre hébergeur. Le titulaire a l'obligation de prévenir l'EdA neuf (9) mois avant tout changement. La validation de l'EdA est obligatoire avant tout changement. En complément, l'EdA se réserve le droit de mettre fin à cette prestation et de résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

22.2. La sécurité physique des Datacenters

Le titulaire assure une sécurité physique des Datacenters. Il s'engage à faire évoluer leur sécurité au regard des bonnes pratiques et de la législation en vigueur.

Le titulaire s'engage à informer l'établissement de tout changement et évolution de la solution.

La continuité de gestion de l'activité des collaborateurs est un impératif.

Une solution de reprise d'activité (PRA) en cas de sinistre est intégrée à la solution pour l'environnement de production. Le plan de reprise d'activité fait l'objet des tests nécessaires en phase d'implémentation et est opéré de bout en bout une (1) fois par an en phase d'exploitation.

L'activité se déroule du lundi au dimanche sur des fuseaux horaires différents.

Article 23. Réversibilité

Le soumissionnaire doit garantir une récupération totale ou partielle des données sans aucun coût supplémentaire, dans un délai d'un mois maximum suivant le déclenchement effectué par l'EDA de manière unilatérale, afin de couvrir à minima les cas suivants :

- Fin du délai contractuel du marché ;
- Résiliation anticipée du contrat ;
- Décision ponctuelle de l'EDA d'archiver des données hors de l'outil ;
- Cessation d'activité et/ou délocalisation des sites d'hébergement et/ou non suivi du Plan d'Assurance Sécurité (PAS) de la société réalisant l'hébergement ou la conception de la solution.

La solution retenue doit proposer de façon native une fonctionnalité d'export des données selon un format à préciser dans la réponse à l'appel d'offres : txt, xml, csv ou dans des formats standards de marché.

Les catégories principales de données à récupérer sont à date (liste non exhaustive) :

- Les contenus ;
- Les parcours de formation créés ;
- Les données utilisateurs (profil et parcours validés).

Le titulaire s'engage à apporter l'assistance nécessaire durant la période de mise en œuvre de la réversibilité pour faciliter le transfert des moyens de sécurité matériels et logiciels, et la reprise de leurs exploitations par le pouvoir adjudicateur, ou par un autre prestataire de service. Le titulaire s'engage à garantir, lors du transfert ou de la réversibilité, la sécurité des données et des applications qui lui ont été confiées, conformément à ses

obligations. En outre, la phase de réversibilité ne doit en aucun cas, modifier la qualité, les termes et les conditions des services fournis durant le marché.

Article 24. Dérogation au CCAG-TIC

Les dispositions du CCAG-TIC (arrêté NOR : ECEM0912514A) sont applicables dans la mesure où elles ne sont pas contraires à celles du présent marché, lesquelles prévalent.

Articles du CCAP	Intitulé de l'article	Articles du CCAG
Article 2	Prix du marché	Article 10
Article 8	Vérification et admission	Articles 30 à 34
Article 10	Pénalités	Articles 14
Article 11	Résiliation	Articles 48 à 52